



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

**DIRECTION du DEVELOPPEMENT  
DURABLE et des POLITIQUES  
INTERMINISTERIELLES**  
Bureau de l'Aménagement du Territoire  
et de l'Environnement

**N° 2006-528**

### **LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE** *Chevalier de la Légion d'Honneur*

Vu le code de l'environnement ;

Vu le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 53.578 du 20 mai 1953 modifié qui fixe la nomenclature des installations classées ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 13 996 du 1<sup>er</sup> août 1984 qui autorise la société SAINT GOBAIN PONT-A-MOUSSON à exploiter un crassier connexe à l'usine de LIVERDUN et sur lequel sont entreposés les déchets spécifiques à l'activité de fonderie : sables usés, poussières de filtres et de grenailage, etc... ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2002-519 du 29 novembre 2002 limitant l'admission sur le crassier aux seuls déchets inertes et fixant les garanties financières pour les périodes d'exploitation et de post-exploitation ;

Considérant qu'il convient d'interdire dorénavant eu égard à la hauteur des dépôts déjà effectués l'utilisation du crassier et d'imposer à l'exploitant des sujétions de remise en état et de suivi de ce crassier ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées n° JCR/LL/1299/2006 en date du 13 février 2007 ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

## **ARTICLE 1<sup>er</sup>**

Tout dépôt sur le crassier est désormais interdit.

## **ARTICLE 2**

L'exploitant prendra toutes dispositions pour interdire l'accès au crassier à tous véhicules et par ce faire tous dépôts par des tiers.

## **ARTICLE 3**

Le crassier sera régalié, nivelé et profilé en forme de dôme présentant une pente d'au moins 5 % recouverte de 30 cm au moins de terres végétales, de manière à favoriser l'évacuation de toutes les eaux météoriques et de ruissellement vers l'extérieur du crassier.

## **ARTICLE 4**

La couverture végétale sera engazonnée et les abords aménagés (aménagement paysager).

## **ARTICLE 5**

Un suivi par 3 puits piézométriques sera réalisé annuellement en période de basses eaux. Ils seront purgés avant les prélèvements en vue d'analyses.

Les paramètres analysés sont les suivants :

- pH,
- DCO,
- indice  $\phi$  - OH,
- $\text{NH}_4^{4+}$ ,
- Huiles minérales,
- Indice CN,
- Chlorures,
- As,
- Cd,
- Hg,
- Pb,
- Zn.

## **ARTICLE 6**

Les résultats significatifs seront présentés sous forme tabulaire complétée par des courbes d'évolution temporelle des paramètres significatifs et des commentaires de l'exploitant.

## **ARTICLE 7**

Toute cession ou utilisation, non autorisée par le préfet est interdite.

## **ARTICLE 8**

Après mise en place de la couverture finale, l'exploitant fournira à l'inspection des installations classées un plan topographique avec courbes d'équidistance 1 m, la position exacte des dispositifs de suivi et l'ensemble des aménagements.

## **ARTICLE 9 - Information des tiers**

En vue de l'information des tiers :

1° - une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de LIVERDUN

et pourra y être consultée par toute personne intéressée,

2° - un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché dans les mairies précitées pendant une durée minimum d'un mois. Le maire établira un procès-verbal constatant l'accomplissement de cette formalité et le fera parvenir à la préfecture.

Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

3° - un avis sera inséré par la préfecture et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans le département.

## **ARTICLE 10 - Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent préservés par le présent arrêté afin qu'ils puissent faire valoir devant les tribunaux compétents toute demande en indemnité en raison du dommage qu'ils prétendraient leur être occasionné par l'établissement.

## **ARTICLE 11 - Recours**

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif.

En application de l'article L 514-6 du code de l'environnement susvisé, le délai de recours est fixé à :

- 2 mois pour le demandeur ou l'exploitant à compter de la date de notification de la présente décision,
- 4 ans pour les tiers à compter de l'affichage ou de la publication.

#### **ARTICLE 12 - Exécution de l'arrêté**

M. le secrétaire général de la préfecture, M. le sous-préfet de TOUL, M. le maire de LIVRARDUN, M. l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. le directeur de la société SAINT-GOBAIN PONT-A-MOUSSON

et dont une copie sera adressée à :

- M. le directeur départemental de l'équipement (A.D.S.),
- M. le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
- Mme la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
- M. le chef du service interministériel de défense et de protection civile,
- M. le directeur du service départemental d'incendie et de secours,
- M. le directeur régional de l'environnement,

NANCY, le  
Le Préfet,

30 MARS 2007

Pour le Préfet  
et par délégation,  
Le Secrétaire Général

M. BURG